

21. LE BOULANGISME COMME MOUVEMENT SOCIAL, OU LES AMBIGUÏTÉS D'UN SOCIAL-POPULISME

Jean Garrigues

in Michel Pigenet et al., Histoire des mouvements sociaux en France

La Découverte | « Poche/Sciences humaines et sociales »

2014 | pages 238 à 248

ISBN 9782707169853

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/histoire-des-mouvements-sociaux-en-france--9782707169853-page-238.htm>

!Pour citer cet article :

Jean Garrigues, « 21. Le boulangisme comme mouvement social, ou les ambiguïtés d'un social-populisme », *in Michel Pigenet et al., Histoire des mouvements sociaux en France*, La Découverte « Poche/Sciences humaines et sociales », 2014 (), p. 238-248.

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

TEMPS FORTS

*Le boulangisme comme
mouvement social,
ou les ambiguïtés
d'un social-populisme*

JEAN GARRIGUES

DEPUIS LA THÈSE PIONNIÈRE de Jacques Néré sur les origines de la crise boulangiste [Néré, 1959], il est avéré que ce mouvement protestataire et populiste trouve son origine et son terreau dans la crise économique qui touche de plein fouet la société française dans les années 1880. Le krach de la Banque de l'Union générale, en 1882, a plongé l'économie dans la crise la plus grave depuis celle du milieu du siècle. Accentuée par la conjoncture de dépression internationale qui s'est ouverte en 1873, la crise française se traduit par une forte décélération de la croissance qui engendre un climat social difficile. La métallurgie et les charbonnages du Centre, le textile normand, les industries du bois, du cuir ou du bâtiment sont particulièrement touchés. On dénombre 8 024 faillites en 1885, contre 5 361 dix ans plus tôt. Les mineurs du Nord ou du Massif central, les ouvriers du textile lillois ou roannais, les sidérurgistes du Creusot voient leur pouvoir d'achat stagner, voire diminuer, et la menace du chômage se fait omniprésente. Dans l'industrie du bâtiment parisien, par exemple, un ouvrier sur deux se retrouve sans emploi dans les années 1880.

Les tensions sociales s'aggravent évidemment. Sensibles aux idées guesdistes dans les bassins houillers du Nord ou au blanquisme à Paris, les travailleurs s'organisent, encouragés par le vote de la loi Waldeck-Rousseau autorisant les syndicats en 1884. De nombreuses grèves éclatent, dont la plus retentissante est celle des mineurs de Decazeville. À cette occasion, le général Boulanger, ministre de la Guerre du gouvernement Freycinet, sommé d'envoyer la troupe face aux grévistes, joue la carte de l'apaisement dans un discours fameux, prononcé le 13 mars 1886 à la Chambre des députés, considérant « comme une calamité toute éventualité de conflit entre nos soldats et les ouvriers ». Face à ce contexte social tourmenté, le régime parlementaire offre une image d'impuissance, d'affairisme et de division. La remontée des

conservateurs monarchistes et la percée de la gauche radicale lors des élections générales d'octobre 1885 reflètent le mécontentement de l'électorat face à ce qui est perçu comme une inertie des modérés au pouvoir.

Le général Boulanger apparaît à l'opinion comme le seul homme d'action au sein d'une classe politique en plein désarroi. C'est le socle de sa popularité exceptionnelle, fondée sur son image de militaire réformateur et revanchard, qui le conduit, au printemps 1888, à se lancer dans une aventure politique personnelle, dont l'objectif essentiel est de le mener à nouveau au pouvoir. Désigné par ses partisans comme le « syndic des mécontents » et par ses adversaires comme le « grand dégoût collecteur », il s'inscrit dans une tradition politique dont on retrouvera des épisodes marquants au ^{xx}e siècle. Mais, à la différence de l'extrême droite des années 1930 ou du poujadisme, la dimension protestataire du boulangisme est indissociable du mouvement social qui la porte, notamment dans les couches populaires urbaines.

Séverine, la polémiste du journal blanquiste *Le Cri du peuple*, justifie ainsi le succès du boulangisme : « C'est le dégoût, non pas de la République, grand Dieu ! mais de "votre" République telle que l'ont faite vos amis, de ce régime bâtard, sans cœur et sans entrailles qui, en dix-sept ans, n'a rien fait pour les pauvres, rien pour ceux à qui elle doit tout. » C'est cette dimension sociale du mouvement boulangiste, aux lisières du radicalisme et du socialisme, qu'il s'agit de souligner ici. Elle se marque d'abord dans l'état-major du « parti » boulangiste, majoritairement composé de personnalités issues de la gauche ou de l'extrême gauche. Elle est confirmée par les résultats électoraux, surtout dans la capitale, où le général remporte une victoire éclatante le 27 janvier 1889, et où les candidats boulangistes engrangent de nombreux succès lors des élections générales.

UN BOULANGISME SOCIAL

Le « programme » politique du général Boulanger n'est ni ouvriériste ni socialiste. Son *Manifeste aux électeurs de la Seine*, daté du 3 janvier 1889, reste très flou sur le plan social, insistant sur les thèmes du nationalisme, de l'antiparlementarisme et de la révision constitutionnelle – résumée dans le slogan « Dissolution, Constituante, révision » – qui ont assuré sa popularité protestataire.

Mais il se livre par ailleurs à un racolage électoral ciblant des catégories particulières, les employés des postes, des chemins de fer ou des omnibus, ou les habitants de banlieue, soumis à un « régime d'exception » qui les sous-représente au Conseil général de la Seine. Cette instrumentalisation de la rancœur banlieusarde contre la capitale sera d'ailleurs très profitable électoralement. Un autre manifeste s'adresse spécialement aux ouvriers parisiens, les exhortant à imiter leurs « camarades » de Lille, Roubaix ou Valenciennes en votant « pour la République démocratique » et en signifiant à leurs

« exploiters » qu'ils ne veulent plus leur donner leurs « enfants pour d'inutiles et dangereuses conquêtes » ni leurs « impôts pour doter leur sinécure ».

Quant à l'état-major du Comité républicain de protestation nationale, créé le 18 mars 1888 pour soutenir la cause du général Boulanger, il se compose essentiellement d'élus de l'extrême gauche radicale, membres du « groupe ouvrier de la Chambre », tels Henri Michelin, président du conseil municipal de Paris en 1884, Maurice Vergoin, député de Seine-et-Oise et défenseur du petit commerce, Joseph Chevillon, député des Bouches-du-Rhône, ou Paul Susini, député de Corse. Leurs figures de proue sont le sénateur du Vaucluse Alfred Naquet, ancien proche de Bakounine et promoteur de la loi sur le divorce en 1884 ; le député du Vaucluse Georges Laguerre, ex-secrétaire de Louis Blanc, avocat de Louise Michel et Kropotkine, et collaborateur du journal *La Justice* de Clemenceau ; le député de la Seine et polytechnicien Charles-Ange Laisant, directeur de *La République radicale* et auteur en 1887 de *L'Anarchie bourgeoise* ; Francis Laur, fils adoptif de George Sand, qui fut médiateur pendant la grève de Decazeville en 1886 ; et Henri Rochefort, le grand polémiste de l'extrême gauche, déporté en Nouvelle-Calédonie à la suite de la Commune, et directeur depuis 1880 du quotidien *L'Intransigeant*. Ajoutons que Georges de La Bruyère, directeur de l'autre grand quotidien boulangiste, *La Cocarde*, est lui aussi un ancien blanquiste.

Leur sensibilité politique se nourrit des luttes politiques et ouvrières de la fin du Second Empire, de l'expérience de la Commune et de leur hostilité aux compromis « opportunistes » concédés par les républicains modérés aux conservateurs, notamment sur le terrain institutionnel [Garrigues, 1992].

Si ces hommes venus de l'extrême gauche sont tenus de cohabiter au sein du « parti » boulangiste avec le nationaliste Paul Déroulède et ses troupes de la Ligue des patriotes, avec le monarchiste Arthur Dillon ou le bonapartiste Georges Thiébaud, organisateurs des campagnes électorales du général, il n'en reste pas moins que leur sensibilité imprègne le discours et le programme du mouvement. Au sein même des partis ouvriers, la perception du boulangisme est variée et fluctuante. Les possibilistes de Paul Brousse, regroupés dans la Fédération des travailleurs socialistes de France, créent dès le mois d'avril 1888 un Comité central de propagande socialiste et antiboulangiste, contre la menace « dictatoriale et plébiscitaire » du boulangisme. En revanche, l'Agglomération parisienne, organisation guesdiste, refuse de cautionner l'« agitation antiboulangiste ». Paul Lafargue, cofondateur du Parti ouvrier français (POF) et gendre de Karl Marx, estime dans *L'Intransigeant* du 1^{er} mai 1888 que le boulangisme est « un véritable mouvement populaire pouvant revêtir une forme socialiste si on le laisse se développer librement ».

Plus proches encore du boulangisme social, les blanquistes du Comité révolutionnaire central, dirigé par Émile Eudes et Édouard Vaillant, figures de la Commune, y voient une « œuvre de déblaiement, de désorganisation des

partis bourgeois ». Henri Rochefort fait le lien entre le général et ses amis blanquistes, l'ouvrier graveur Ernest Roche, secrétaire de la Chambre syndicale des mécaniciens, et Ernest Granger, ancien communard et rédacteur en chef du *Cri du Peuple*, qui rejoindront d'ailleurs le mouvement boulangiste en 1889. Héritiers de la tradition jacobine, ils représentent une sorte d'arrière-garde du mouvement ouvrier, exprimant le désarroi des petits, artisans comme ouvriers, face aux conséquences sociales de l'industrialisation. Au contraire des marxistes, ces boulangistes d'extrême gauche ne considèrent pas le capitalisme comme une étape nécessaire vers le socialisme, mais comme une régression vers un nouveau féodalisme.

C'est donc par la rupture politique, notamment par la révision constitutionnelle prônée par Boulanger, par le « coup de balai » antiparlementaire qu'ils pensent obtenir la révolution du système social. Aux premiers jours de décembre 1887, ils se sont joints aux ligueurs de Déroulède pour manifester contre l'élection de Jules Ferry à la présidence de la République, au moment de la démission de Jules Grévy, discrédité par le scandale des décorations. Fin mars 1888, Émile Eudes rencontre secrètement Boulanger, par l'intermédiaire de Rochefort. Quant à Édouard Vaillant, il prend ses distances avec Boulanger, mais se présente tout de même sous l'étiquette « révisionniste-dissolutionniste » lors d'une élection partielle organisée dans le Rhône en juillet 1888.

En outre, plusieurs rapports de police nous renseignent sur les militants parisiens du mouvement, arrêtés lors des manifestations favorables au général. Si les ouvriers d'industrie y paraissent minoritaires, beaucoup moins nombreux en tout cas que dans les comités socialistes, les catégories populaires prédominent néanmoins, liées notamment à l'artisanat, au petit commerce, à la domesticité ou à l'administration. On y compte des tonneliers, rémouleurs, charcutiers, bouchers, cafetiers, selliers, carrossiers, menuisiers, charpentiers, cuisiniers, typographes, sommeliers, chapeliers, ciseleurs, tailleurs, passementiers, serruriers, cochers, garçons coiffeurs, maçons, quelques agents des postes, employés de commerce et journaliers. Sans avoir de réelle valeur statistique, ces informations nous dévoilent une militance issue des couches moyennes inférieures, entre prolétariat et petite bourgeoisie, imprégnée d'une tradition remontant aux sans-culottes, prompt à la révolte mais réticente à se tourner vers le marxisme. Sans doute nombre d'entre eux appartiennent-ils à la Ligue des patriotes de Paul Déroulède. Un rapport de février 1889 indique :

« Le parti boulangiste possède une armée, la Ligue des patriotes, dont les membres, ou plutôt les soldats, constituent déjà, dans les grandes circonstances, les "gardes du corps" du général. [...] [Une] autre armée de colporteurs, de camelots, de gens sans aveu est à la disposition du même parti, qui la mobilise journellement en plus ou moins grand nombre, suivant les besoins, afin de manifester et de faire toute sorte de propagande. »

Les militants du Comité républicain de protestation nationale se distinguent par conséquent des militants ouvriers ou intellectuels des organisations socialistes. Il n'en reste pas moins qu'ils expriment les déceptions et les espérances d'une partie des couches populaires urbaines. Face à la crise économique qui s'éternise, face à l'impuissance et à la corruption des élites républicaines, une partie de ces catégories en crise se reconnaît dans le discours protestataire et revendicatif des comités boulangistes. C'est particulièrement le cas à Paris, la ville « rouge » par excellence, où le boulangisme électoral connaît ses plus grands succès.

UN BASTION PARISIEN

La proximité du boulangisme avec le radicalisme « autonomiste » et le socialisme révolutionnaire est sensible lors de la première élection partielle où Boulanger présente officiellement sa candidature, dans le département du Nord. Refusant de soutenir la candidature du républicain modéré Paul Foucart, le dirigeant syndicaliste Émile Basly, surnommé « le Mineur indomptable » de la grève de 1884, écrit le 11 mars 1888 à son ami Rochefort pour lui proposer de soutenir Boulanger. De son côté, Jules Guesde préconise l'abstention aux électeurs ouvriers, rejetant dos à dos le boulangisme et les bourgeois qui l'ont suscité. Le soutien accordé par les conservateurs à Boulanger finira par lui aliéner l'appui initial de Basly et de son journal, *Le Nord républicain et démocratique*, mais cela n'empêche pas l'élection triomphale du général, le 15 avril 1888, grâce au cumul des voix conservatrices des campagnes mais aussi des voix ouvrières de Denain, Anzin, Fourmies et Valenciennes, où, selon Laguerre, les mineurs votent « pour le général comme un seul homme ».

Lors de sa triple élection du 19 août 1888, à nouveau dans le Nord (siège dont il avait démissionné en juillet), dans la Somme et en Charente-Inférieure, Boulanger bénéficie majoritairement d'un électorat rural de tradition conservatrice, mais on observe qu'une bonne partie de l'électorat ouvrier, que ce soient les mineurs d'Anzin, les dockers de Dunkerque, les grévistes d'Amiens, les ouvriers du textile de Fougères ou de Flers ou les cheminots de La Roche-sur-Yon, s'est aussi portée sur sa candidature. C'est d'ailleurs ce qui conduit Édouard Vaillant à lui lancer une sorte de défi électoral dans *L'Homme libre* du 23 août 1888, l'exhortant à se présenter « dans un département franchement rallié à la République », comme celui de la Seine. Le décès du radical Antoine Hude, le 24 décembre 1888, offre la possibilité au général Boulanger de relever ce défi dans le bastion de la gauche et de l'extrême gauche.

C'est précisément à l'occasion de cette campagne électorale parisienne, en janvier 1889, que la dimension sociale apparaît centrale dans le militantisme boulangiste. Elle s'adosse à une forte agitation populaire, née en juillet 1888

avec la grève des terrassiers parisiens, relayée ensuite par celles des menuisiers, des garçons coiffeurs et des garçons limonadiers qui protestent contre les bureaux de placement. Dans *La Presse* du 11 août 1888, Francis Laur évoque « une véritable explosion », dont la cause n'est « ni dans le cerveau d'un homme, ni dans le malentendu professionnel », mais dans la « situation générale » car, au lieu des quarante sous quotidiens réclamés par les terrassiers parisiens, le gouvernement leur donnera « quarante jours de prison ». Les manifestations et les heurts avec la police se multiplient, et conduisent le gouvernement à fermer la Bourse du travail, poumon de la vie syndicale. Ce qui pousse *La Cocarde* à lancer un appel aux électeurs parisiens, dans son édition du 31 août 1888 :

« Si l'agitation provoquée par le général Boulanger ne mène pas directement à des réformes sociales, elle mène du moins à une révolution qui ne peut qu'être favorable à ces réformes. Quelles que soient ses intentions personnelles, il ne peut être que l'exécuteur de la volonté du peuple. En supposant que le général Boulanger parvienne au pouvoir, il ne pourrait faire autre chose que du socialisme. »

L'électorat populaire, radical ou socialiste, est largement majoritaire en région parisienne, notamment dans les quartiers industriels de l'Est, du Nord et de la banlieue. C'est pourquoi les comités électoraux parisiens du boulangisme, le plus souvent dénommés comités socialistes-révisionnistes, sont très nettement orientés à gauche, à Montmartre, Belleville ou Clichy. Supervisés par Naquet et Vergoin et subdivisés en comités de quartier qui prolifèrent dans les faubourgs ouvriers, ils sont appuyés par la Ligue d'action républicaine de Laguerre et par la Fédération des groupes républicains socialistes de la Seine, dirigée par les anciens blanquistes Andrieux et Planteau.

Du côté des organisations socialistes, la division règne face à la candidature Boulanger. Les possibilistes de la Fédération des travailleurs socialistes, derrière Jules Joffrin, créent, dans chaque arrondissement, des comités antiboulangistes ; les guesdistes de l'Agglomération parisienne finissent par se rallier à la candidature du radical Édouard Jacques, principal adversaire de Boulanger, mais les blanquistes du Comité révolutionnaire central sont beaucoup plus hésitants. S'ils désignent leur propre candidat, le terrassier Boulé, meneur des grèves de l'été 1888, ce dernier n'entend pas choisir entre « les parlementaires et les césariens ». En fait, il s'agit d'une candidature de diversion, qui fait objectivement le jeu des boulangistes car elle enlève à Jacques une partie des voix ouvrières. Boulé sera d'ailleurs candidat sous l'étiquette boulangiste aux élections municipales partielles d'avril 1890 [Garrigues, 1992].

Le triomphe électoral du 27 janvier 1889 dépasse les espérances du général, qui recueille plus de 57 % des suffrages exprimés dans la capitale. C'est dans les quartiers populaires que Boulanger obtient ses meilleurs scores :

60 % dans le 19^e arrondissement (La Villette), 59 % dans le 13^e (Salpêtrière), 57 % dans le 18^e (Montmartre, Clignancourt), et des pointes à 65 % à Saint-Denis, Puteaux, Ivry et surtout à Courbevoie, où il recueille 1 319 voix contre 67 à Édouard Jacques ! Seuls le 3^e arrondissement, quartier des industries de luxe, ainsi que le riche canton du Perreux lui ont refusé la majorité. Le vote boulangiste de janvier 1889 est donc bien un vote populaire, issu en grande partie du mouvement social, des quartiers de l'Est et du Nord parisiens ainsi que des banlieues industrielles.

Les choses se compliquent dans la perspective des élections générales de septembre-octobre 1889, car le prestige personnel de Boulanger, exilé et condamné le 14 août par contumace pour complot contre la République, ne suffit plus à dissimuler les contradictions de son mouvement, soumis aux pressions financières de ses alliés conservateurs. Seul le boulangisme parisien, radical et blanquiste, est assez fort pour résister à ces pressions, en présentant des candidats dans toutes les circonscriptions de la capitale, dont onze opposés aux candidats monarchistes. Les radicaux Henri Michelin et Georges Girou, secrétaire de la Fédération des groupes socialistes de la Seine, se présentent dans le 14^e, les anciens blanquistes Ernest Roche et Ernest Granger dans les 17^e et 19^e, Rochefort et Vergoin dans le 20^e, appuyés sur le réseau très dense des comités socialistes-révisionnistes. On en dénombre quatre dans le 11^e arrondissement, cinq dans le 20^e, six dans le 19^e et même huit dans le 18^e, où Boulanger lui-même se porte (illégalement) candidat. François Planteau, député du groupe ouvrier de la Chambre et candidat boulangiste dans le 13^e arrondissement, déclare que son programme « est celui des socialistes ». La journée de travail de huit heures, le repos hebdomadaire, la création d'une Caisse nationale de retraite et d'un impôt sur le revenu, le droit au travail, la gratuité de la justice, la nationalisation des monopoles et de la Banque de France sont leurs revendications majeures. Ils sont en concurrence directe avec les socialistes parisiens.

Si les résultats nationaux des élections générales se révèlent très décevants pour le Comité républicain de protestation nationale, qui n'obtient que 44 sièges au soir du second tour du 6 octobre 1889, les candidats boulangistes obtiennent près de 50 % des suffrages dans le département de la Seine, soit 19 sièges sur 42. La plupart des élus boulangistes le sont dans des quartiers populaires, tels Boulanger, Laisant et Saint-Martin dans le 18^e, Paulin-Méry dans le 13^e, Granger et Martineau dans le 19^e, Goussot à Pantin ou Revest à Saint-Denis. Et si les élections municipales partielles organisées à Paris en avril-mai 1890 ne confirment pas cette forte implantation du Comité républicain de protestation nationale, c'est parce que la plus grande confusion règne entre les candidats de gauche. Ainsi, les quatre candidats boulangistes dans le 20^e arrondissement sont blanquistes. Si le boulangisme officiel n'obtient finalement que deux élus au conseil municipal, Girou et Prunières, c'est en grande partie parce que les électeurs ont été désorientés par la

proximité entre les gauches boulangiste et antiboulangiste. Paradoxalement, cette défaite atteste du succès du boulangisme dans le mouvement social parisien.

L'EFFET MAJEUR DE LA CRISE BOULANGISTE

Il nous paraît incontestable que la crise boulangiste a joué un rôle majeur dans la recomposition du mouvement ouvrier français à l'aube des années 1890. Elle a détaché une grande partie des milieux artisanaux et ouvriers du radicalisme traditionnel, et les a rendus ainsi disponibles pour de nouvelles formations. C'est avéré à Paris et dans quelques grandes villes comme Bordeaux, Limoges ou Nancy. À cet égard, il nous semble que le moment boulangiste a fonctionné comme un accélérateur dans la nécessaire structuration d'un mouvement socialiste divisé en chapelles concurrentes. C'est vrai pour le mouvement lui-même, qui s'est organisé autour du Comité républicain de protestation nationale. Mais c'est aussi vrai pour les courants socialistes confrontés à la concurrence d'un mouvement dynamisé par le prestige de son chef et par les moyens financiers mis à sa disposition.

Dans les bastions boulangistes, cette rivalité a contribué à la maturation du mouvement ouvrier : autour de Nancy par exemple, les travailleurs du textile et de la métallurgie se syndicalisent en masse au moment de la crise boulangiste ; à Bordeaux, le Parti ouvrier voit doubler le nombre de ses adhésions entre 1889 et 1890. Par ailleurs, la stratégie antiboulangiste de concentration républicaine conduit les socialistes, notamment les possibilistes, à réviser leur stratégie de lutte des classes pour accepter l'alliance avec les partis bourgeois. Le succès des socialistes « indépendants », tels Jaurès et Millerand, issus précisément de ces partis bourgeois, facilitera l'intégration du socialisme au jeu parlementaire.

Certains vont pourtant la refuser, préférant les voies de l'anarchie, du syndicalisme révolutionnaire ou du « socialisme national ». Cette dernière famille, refuge des extrêmes, recueille une partie de l'héritage boulangiste, avec toutes les ambiguïtés qu'il comporte. « Nous nous retrouvons sur cette belle plage hospitalière du socialisme », écrit ainsi Maurice Barrès, député boulangiste de Nancy, dans *Le Figaro* du 3 février 1890. Mais sa vision du socialisme n'est pas celle de la plupart des députés boulangistes parisiens élus en octobre 1889, qui retournent dans le giron de la gauche radicale ou socialiste.

Durant la législature 1889-1893, leurs votes se confondront généralement avec ceux du groupe ouvrier, hormis sur les questions coloniales. Dès le mois de mai 1891, Georges Laguerre demande à ne plus être classé comme député boulangiste mais comme membre de la majorité républicaine. Il finira sa carrière comme député républicain socialiste du Vaucluse, aux marges du

Parti radical. Un manifeste rédigé en janvier 1893 par l'ancien délégué militaire de la Commune Paul Cluseret, et signé par des guesdistes comme Paul Lafargue, par des radicaux-socialistes comme Désiré Barodet, mais aussi par les boulangistes Laisant, Roche et Turigny, appelle au rassemblement de « tous ceux qui, quel qu'ait été leur passé, sont décidés à instaurer, sur les ruines de la République opportuniste, la République sociale » [Sternhell, 1972].

Il n'est pas toujours facile de bien distinguer, sur le plan sociologique, les militants et les électeurs du courant socialiste révolutionnaire incarné par Charles Laisant ou Ernest Roche, et ceux du courant nationaliste et plébiscitaire mené par Paul Déroulède et Jules Delahaye, deux courants pourtant fort dissemblables [Joly, 2008].

Du côté ouvrieriste, par exemple, Ernest Roche, député de la Seine de 1889 à 1906, interpelle avec véhémence le gouvernement à la suite de la fusillade de Fourmies, le 1^{er} mai 1891, ce qui lui vaut la censure et une exclusion temporaire de la Chambre. Il est par ailleurs le créateur des « soupes populaires », subventionnées ensuite par le conseil municipal de Paris. Retiré de la politique après le scandale de Panama, Alfred Naquet publie en 1904 *L'Anarchie et le collectivisme*, ouvrage dans lequel il se propose de jeter un « pont » entre les deux doctrines, ne doutant pas « que le socialisme ne soit la réalité de demain ».

On est loin de Déroulède, dont la dérive nationaliste est bien connue, notamment dans l'antidreyfusisme. Mais la trace politique laissée par le boulangisme dans les couches populaires de Paris et de sa banlieue se situe au confluent d'un héritage révolutionnaire issu en droite ligne du sans-culotisme et relayé par le blanquisme, et d'un populisme perméable aux thèmes émergents du nationalisme d'exclusion et de l'antisémitisme. L'ouvrage que Bertrand Joly a consacré à l'itinéraire de Maurice Vergoin, obscur député radical de Seine-et-Oise engagé dans le boulangisme au nom d'une culture purement oppositionnelle, populiste et démagogique, confondant lutte des classes et frustrations des petits contre les gros, offre un éclairage précieux sur les ambiguïtés et les contradictions de cette mouvance complexe [Joly, 2005].

Cette trace restera sensible dans l'entre-deux-guerres, par exemple dans le doriotisme dionysien. Reste à étudier, de façon très précise, ces couches populaires imprégnées par la tradition social-populiste.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

GARRIGUES Jean (1992), *Le Boulangisme*, PUF, coll. « Que sais-je ? », Paris.

JOLY Bertrand (2005), *Vie de Maurice Vergoin, député boulangiste*, suivie des souvenirs intellectuels de Maurice Vergoin, « Notes

sur le mouvement républicain révisionniste et le boulangisme (16 mars 1888-6 octobre 1889) », Honoré Champion, Paris.

– (2008), *Nationalistes et conservateurs en France 1885-1902*, Les Indes savantes, Paris.

NÉRÉ Jacques (1959), *La Crise industrielle de 1882 et le mouvement boulangiste*, thèse en lettres, université de Paris.

STERNHELL Zeev (1972), *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Armand Colin, Paris.